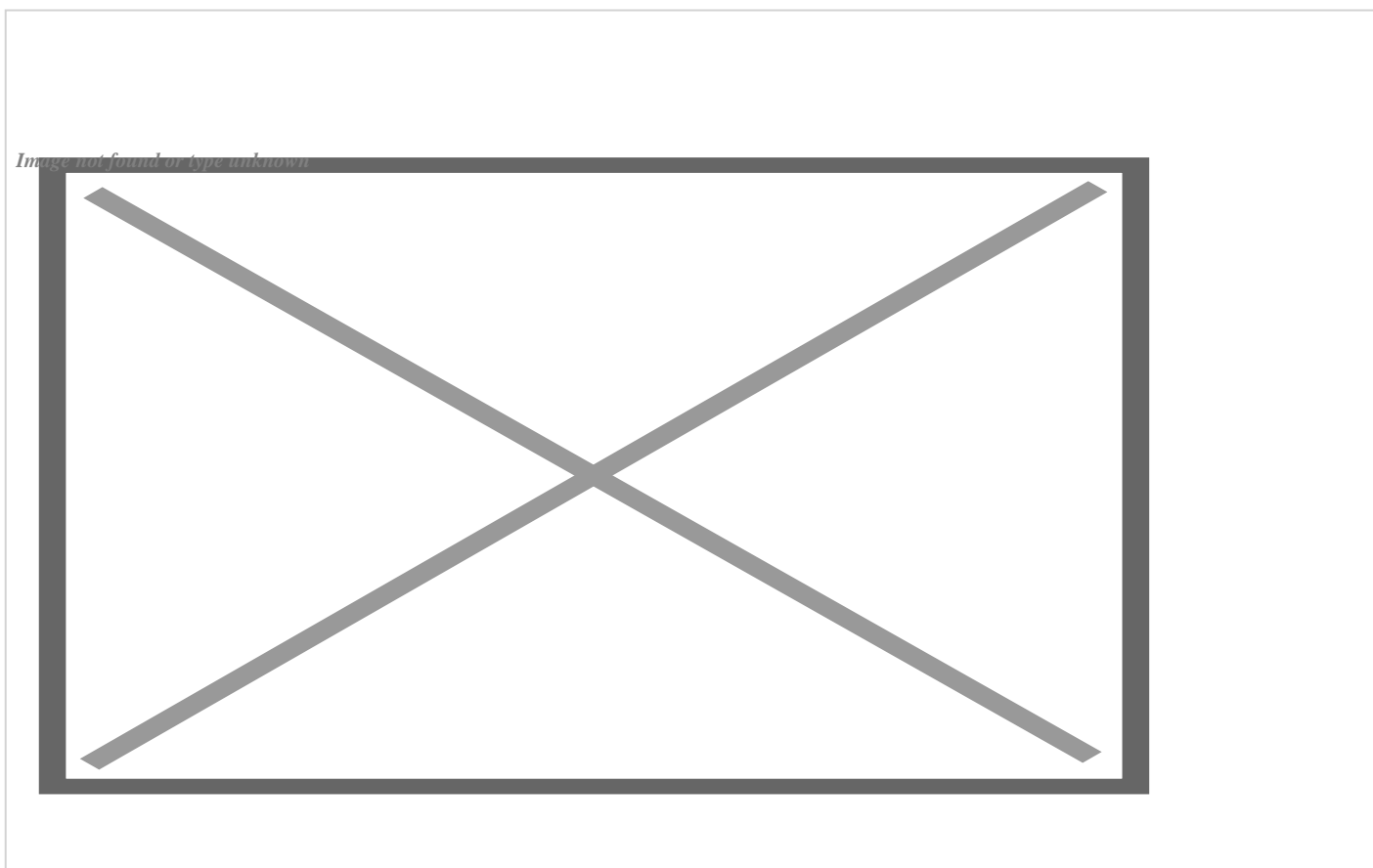


# *Le drame des déplacements forcés en Colombie*

---



Par : Maria Josefina Arce

Les déplacements forcés continuent d'être une constante en Colombie, sans qu'il y ait de réponse effective du gouvernement que préside Ivan Duque. Des dizaines de milliers de personnes ont quitté leurs foyers en raison de l'escalade de la violence provoquée par les groupes armés irréguliers qui se disputent le contrôle des territoires.

Le Bureau du Défenseur du peuple a signalé que ce problème s'était aggravé au cours du premier semestre de cette année, par rapport à 2020, en raison des menaces, des homicides, du recrutement forcé et de la présence d'explosifs.

Plus de 44 000 Colombiens, soit environ 15 300 familles, ont été contraints de quitter leurs logements dans les premiers mois de 2021.

Cela suppose, a souligné le Bureau du Défenseur du peuple, une augmentation de 256 % par rapport aux données recueillies au cours de la même période l'année dernière.

Au cours des six premiers mois de cette année, 102 déplacements massifs ont été enregistrés, ce qui représente une augmentation notable par rapport à l'année précédente, où ils étaient au nombre de 51.

Parmi les départements les plus touchés, on trouve encore Nariño, Valle del Cauca, Chocó et Antioquia, tandis que les communautés indigènes, celles d'ascendance africaine et des paysans pauvres sont les plus touchées par cette situation, étant situées dans des zones plus vulnérables où l'État n'est jamais arrivé.

Ce sont des régions dans lesquelles les politiques sociales et de sécurité ne garantissent pas la protection et le respect des droits de l'homme de ces citoyens, qui voient leurs possibilités d'accès aux biens et services de base se compliquer davantage; au milieu par ailleurs de l'urgence sanitaire à cause du COVID 19.

Le dernier rapport de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés révèle l'ampleur du problème. La Colombie occupe la première place mondiale parmi les habitants expulsés de leur lieu de résidence.

Selon l'Unité pour les victimes, citée par l'agence de presse Prensa Latina, de 1985 à 2020, plus de huit millions de Colombiens ont été contraints de quitter leurs foyers à cause des violences.

D'innombrables personnalités et associations des droits de l'homme ont attiré l'attention des autorités sur ce drame. L'ancienne législatrice Piedad Córdoba a affirmé que ce sont des Colombiens et des Colombiennes censés être protégés par la Constitution, ils ont le droit d'être protégés, mais, a-t-elle souligné, ils sont seuls.

Le Consultant pour les droits de l'homme et les déplacements en Colombie a souligné l'importance de prendre en compte chaque aspect du problème, car il faut tenir compte de l'augmentation du nombre de massacres et d'assassinats de dirigeants sociaux, avec une forte influence sur ceux qui quittent leurs maisons.

La Colombie est marquée par le drame du déplacement forcé engendré par la vague de violence qui persiste et semble n'avoir pas de fin dans la nation sud-américaine, et dont la société réclame la paix.

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/264559-le-drame-des-deplacements-forces-en-colombie>



**Radio Habana Cuba**